

Verts Auvergne

Le journal de l'écologie politique



n° 55 - février 2013- 2 € -

sommaire

- 1 - édito de Nicolas Bonnet
- 2 - Notre-Dame-Des-Landes : un village qui résiste
- «L'impossible procès»
- 3 - Débat national sur la transition énergétique
4 - Coopération métropolitaine
- Puy-de-Dôme : la nouvelle secrétaire EELV
- 5 - Lettre des élus écologistes au Conseil Régional d'Auvergne
- Session Budgétaire : extraits du discours d'Agnès Mollon
- 6 - Barreau autoroutier de Balbigny
- Avis sur le projet de nouveau classement des cours d'eau dans le bassin Adour-Garonne
- 7 - La Région Auvergne réaffirme son soutien aux librairies indépendantes
- Rapport «Développement Durable et Humain»
- 8 - Aéroport de Clermont
- 9 - Vivisection : manifestation à Gannat
- Contournement sud-ouest de l'agglomération de Vichy
- La Dordogne classée à l'Unesco
- 10 - Pour une application forte et rapide de la taxe sur les transactions financières
- P.A.C. : la droite au Parlement européen sert la soupe à l'agro-industrie
- 11 - «Quelle forêt pour nos enfants ?»
- 12 - Chaîne humaine
- Cuvée de résistance

dessins : Charlie Hebdou
photos : Dominique DUMAZEL, Michel DURANT



édito

Chers/ères lecteurs/rices du journal VERTS Auvergne, je tiens tout d'abord à vous souhaiter une année 2013 pleine de bonheur et de bonne humeur, riche en échanges et en réflexions, et porteuse de changements vers une société écologique.

2012 fut une rude année d'élections avec la présidentielle et les législatives qui sont d'ordinaire peu propices aux écologistes, notamment à cause de leur mode de scrutin majoritaire. Néanmoins, notre capacité d'action au niveau national ressort renforcée de cette séquence avec un groupe de dix-sept députés à l'Assemblée Nationale et deux ministres au gouvernement, même si les inévitables compromis passés pour y parvenir ont pu créer une certaine frustration chez nombre de militants.

Après 10 ans dans l'opposition à un pouvoir de droite, nous participons depuis quelques mois au gouvernement. Cette position nous ouvre un important champ de possibles que nos parlementaires et ministres s'attachent à transformer en réalité. Rien n'est pour autant gagné d'avance car convaincre les autres composantes de la majorité n'est pas toujours chose aisée. Plus que jamais, la complémentarité entre les actions du parti de l'écologie politique, EELV, et celles du monde associatif écologiste est nécessaire : chacun dans son rôle, le premier au sein du pouvoir, le second comme contre-pouvoir, portant une parole forte sur les solutions écologistes à la crise systémique actuelle.

Revers de notre participation au pouvoir, nous apparaissions comme soutenant, ou tout du moins cautionnant, des mesures prises portées par le gouvernement qui s'avèrent éloignées de notre propre programme. La réalité est plus complexe et nuancée, à nous de l'expliquer et de refuser les raisonnements simplistes. Malgré notre profonde conviction sur la justesse de nos idéaux et la pertinence de nos propositions, leur prise en compte est contrainte par notre situation de minorité au sein de la majorité. Nous y prenons néanmoins part, sans attendre un hypothétique grand soir de l'écologie politique, pour essayer de faire avancer les choses. L'avenir nous dira si cela portera ses fruits, mais ne perdons pas de vue que nous devons être jugés à l'aune de notre rapport de force politique et qu'il appartient à tous de le renforcer, tant par son vote et par son implication dans la vie démocratique à nos côtés.

2013 sera une année sans campagne électorale, à nous de la mettre à profit pour dynamiser notre lien avec la société civile, notamment en participant au débat national sur la transition énergétique du premier semestre et en organisant nos propres réunions publiques locales sur ce sujet majeur. En parallèle, commençons la préparation des municipales de mars 2014 qui vont vite arriver et seront l'occasion de débats et d'actions de proximité qui feront vivre notre désormais célèbre principe «penser global, agir local».

2013 sera aussi une année de mobilisations citoyennes avec notamment le 9 mars une chaîne humaine à Paris pour demander la sortie du nucléaire civil et militaire. Une grande partie de nos groupes locaux organiseront, ou coorganiseront, des départs groupés. Et le 11 mai, une autre chaîne humaine s'organise à Notre-Dame-des-Landes : une mobilisation massive ferait date dans la lutte contre cet aberrant projet d'aéroport et pourrait y mettre un terme avant que les travaux ne commencent.

Enfin, pour bien commencer 2013, je vous encourage à prendre ou à renouveler votre adhésion à notre mouvement, en tant qu'adhérent ou en tant que coopérateur. Nous avons besoin d'être nombreux pour construire et porter le projet de l'écologie politique.

Nicolas BONNET

Notre Dame-des-Landes : un village résiste...

Ce petit village bien tranquille, au nord de Nantes est en effervescence. Il y a quarante ans, des penseurs de l'aménagement ont cru si urgent de remplacer et de déplacer au nord de l'agglomération, l'aéroport nantais né dans les années 30, en Sud-Loire.

C'était l'époque du Concorde, politiques et capitaines d'industrie n'avaient alors d'yeux que pour le prestige, l'image, le « développement économique ».....

Les temps ont changé et le revers de la médaille est édifiant : 2000 ha de terres bocagères et de zones humides seraient anéanties - 100km de haies arrachées - 130 ha de bois rasés - 100 emplois agricoles et 500 emplois induits seraient supprimés... Le changement climatique est passé par là et la raréfaction de nos ressources implique un changement dans notre modèle de développement. L'aéroport actuel Nantes Atlantique est loin d'être saturé, l'optimiser pour l'avenir constitue le meilleur scénario alternatif.

La population locale, agriculteurs, militants, citoyens aux couleurs de drapeaux bretons, de la Confédération paysanne, du Parti de Gauche, d'ÉELV, d'associations diverses, de collectifs de plus en plus nombreux sont venus manifester en très grand nombre le 17 novembre pour soutenir les « Zadistes » (ceux qui occupent le terrain pour signifier leur opposition à ce projet).

La transition énergétique la maitraque à la main !

Moins d'une semaine après, le gouvernement envoyait les forces de l'ordre à coup de grenades lacrymogènes et autres assourdissantes réprimer les habitants et détruire cultures et

construction ; une centaine de personnes ont été blessées dont certaines gravement

L'opération César diligentée par le gouvernement Ayrault au profit de Vinci ne fera pas reculer le village gaulois et ses soutiens.

Chaque jour, l'aberration sociale, écologique, économique de ce projet est un peu plus démontrée. Indignée par l'autoritarisme du gouvernement, la mobilisation citoyenne contre ce projet archaïque est en marche.

Rejoignez les comités de soutien créés en Auvergne ; plus d'information <http://comites-ndl.blogspot.fr/>

Un soutien original : commander la cuvée spéciale de la résistance à ce projet, fruit d'un partenariat entre des viticulteurs bio de l'Allier et le comité départemental. (voir en dernière page)

Gérard MATICHARD



«L'impossible procès»

«L'impossible procès» est une pièce de théâtre créée par la Compagnie Brut de Béton production.

Le Président ouvre la séance :

« Aujourd'hui, samedi 3 novembre 2018, nous jugeons, au nom du peuple français, l'Industrie électronucléaire française, représentée ici par monsieur le Très Haut Commissaire à l'Energie Nucléaire Civile, monsieur De Pressac François, Directeur Président du Très Haut Commissariat à l'Energie Nucléaire Civile, pour risque causé à autrui, non assistance à personne en danger, et homicide involontaire ».

Suit 1h40 d'échanges (une dizaine de spécialistes se sont investis pour apporter des éléments scientifiques, romanesques et juridiques permettant d'étayer le texte final établi par Jean-Louis Debard). Après un entr'acte de 30mn, la séance reprend mais dans la salle et avec des victimes, des témoins, des « experts » du nucléaire vivants dans la ville où a lieu le procès. C'est l'occasion de présenter les problématiques et/ou procès qui mobilisent les militants locaux.

Pour faire venir la pièce dans votre ville, Contactez Bruno Boussagol à brut-de-beton@orange.fr - 06 08 46 69 44

Chaîne humaine

samedi 9 mars 2013

Aurions-nous oublié Fukushima ?

Depuis deux ans que dure la catastrophe de Fukushima, la France n'en a tiré aucune leçon. Malgré sa promesse de réduire la part du nucléaire, François Hollande n'a pris aucune mesure dans ce sens. Le "débat" sur l'énergie va déboucher sur une loi qui nous engage dans la durée : si nous restons sans rien faire, le dogme pronucléaire ne sera pas remis en cause ! Accepterons-nous que notre avenir continue à être hypothéqué par des décideurs irresponsables ?

C'est le moment de faire une démonstration de force et de montrer notre détermination face aux lobbies de l'atome :

ENCERCLONS LES LIEUX A PARIS OÙ SE PRENNENT SANS NOUS LES DÉCISIONS SUR LE NUCLÉAIRE !

L'année dernière, nous étions 60 000 à former une chaîne humaine de Lyon à Avignon. Le 9 mars à Paris, frappons à nouveau un grand coup ! En nous mobilisant massivement, nous forcerons le gouvernement à prendre en compte les interpellations qui lui sont adressées depuis des mois.

- **Le Puy-en-Velay** départ à 5h00, arrêt à Saint-Georges d'Aurac, Brioude, Arvant, Issoire
contact : Brigitte et Pierre Pommarel, 9 grand rue 43100 Paulhac

- **Clermont-Ferrand** départ à 6h00 place du 1er mai
Contact pour réservation : Nicolas Bonnet
Tel : 04 73 90 41 78 ou chainehumaine.9mars.63@ouvaton.org

- **Montluçon** départ à 5h00, arrêt à Vallon-en-Sully
Contact : Jean-Philippe BLIVET
Tel : 0470285055
sdn03montlucon@orange.fr

Plus de précisions sur <http://chainehumaine.org>

Débat national sur la transition énergétique

La transition énergétique : pourquoi un débat ?

Le Président de la République a fixé le cap pour notre pays : faire de la France la nation de l'excellence environnementale. Il a indiqué clairement la voie à suivre pour engager la France dans la transition énergétique, fondée sur la sobriété et l'efficacité, ainsi que sur le développement des énergies renouvelables, et plus globalement dans la transition écologique, en les inscrivant dans les cadres communautaires et internationaux.

Le Gouvernement a voulu que s'ouvre pour cela un grand débat national sur la transition énergétique, ouvert et citoyen.

Quelle énergie dans 10, 20, 30 ou 40 ans ? Quels sont les investissements nécessaires aujourd'hui ? Comment développer les énergies renouvelables ? Comment optimiser au maximum nos consommations, utiliser au mieux l'énergie disponible ? Telles sont les principales questions sur lesquelles tous les Français sont invités à débattre.

Le débat qui se déroule dans toute la France jusqu'en juillet 2013 conduira à un projet de loi de programmation en octobre 2013.

Communiqué officiel du 24/01/2013

Débat Energie : « le changement c'est maintenant »

Le débat sur la transition énergétique qui s'ouvre aujourd'hui est attendu et demandé de longue date par les écologistes. Pour Europe Écologie Les Verts, ce débat national doit être l'occasion d'aborder les enjeux énergétiques en toute transparence avec l'ensemble des parties prenantes, et d'abord avec les citoyens.

Production énergétique, transports, habitat, agriculture, modes de consommations... : les chantiers sont nombreux.

Europe Ecologie Les Verts profitera de ces mois de débats pour porter une vision réaliste de notre avenir, une vision ambitieuse de la transition.

Nous voulons engager notre pays sur le chemin d'une révolution écolo-industrielle durable et créatrice d'emplois : ni fossile, ni nucléaire, émettant moins de gaz à effet de serre, appuyée sur la sobriété, l'efficacité et les énergies renouvelables. Pour vivre mieux, pour consommer moins – et alléger les factures – d'une énergie qui deviendra plus chère.

Nous pouvons faire de la France le champion mondial de l'industrie du dé-

mantèlement du nucléaire, en commençant par la fermeture de Fessenheim et la conversion de la centrale en site pionnier.

Nous devons encourager les énergies renouvelables, filière créatrice d'emplois qualifiés et qui permet de valoriser les savoir-faire d'industries en besoin de reconversion.

Et il est surtout stratégique de libérer notre économie et nos modes de vie de leur addiction tenace aux énergies fossiles.

Il est impératif que notre pays tienne ses engagements internationaux et européens et rattrape son retard. La poursuite des tendances actuelles de production et de consommation d'énergie fait peser sur nos sociétés des risques environnementaux, économiques et sociaux inacceptables.

La transition énergétique est la solution. Ce débat peut nous permettre de fixer des objectifs ambitieux et des moyens concrets pour y parvenir. Les écologistes y veilleront, et y mettront toute leur énergie.

Elise LOWY, Jean-Philippe MAGNEN,
Porte-parole nationaux EELV

EELV organise en Auvergne des conférences, débats sur la transition énergétique :

la prochaine conférence-débat sera animée par Yves COCHET le 28 mars 20h30 à la Maison du Peuple à Clermont-Ferrand

site internet dédié : www.transition-energetique.gouv.fr
plein d'infos sur <http://www.enerwebwatch.eu/nw-transition-energetique-t19.html>

Comment, demain, satisfaire nos besoins alimentaires et énergétiques ?

Quelle agriculture en 2050 avec quel impact sur notre assiette ?

A l'horizon 2050, de quelles surfaces disposerons-nous pour l'agriculture et la forêt ?

De quelle façon satisferons-nous nos besoins alimentaires et énergétiques ?

L'équipe d'ingénieurs agronomes de Solagro a conçu un modèle de perspectives, "**le scénario Afterres 2050**"

pour faire des propositions d'évolution de nos modes de consommations alimentaires et de notre agriculture. C'est sur cette réflexion que la partie biomasse du scénario négaWatt a été conçue.

"Afterres2050" et "négaWatt 2011" : les convergences :

Les scénarios négaWatt et Afterres de Solagro reposent sur des fondamentaux similaires, partir des besoins, appliquer la sobriété, l'efficacité, le recyclage ou la valorisation des ressources renouvelables.

- Afterres fournit à négaWatt la quantité de biomasse mobilisée pour l'énergie. Bois, biogaz... représenteront 40 % de l'énergie finale en 2050.

- Afterres complète négaWatt en matière d'agriculture et de forêt : il traite la majorité des gaz à effet de serre hors énergie, (qui sont très importants dans notre région d'élevage), et des puits de carbone (forêts et sols agricoles)

- Les besoins en matériaux (bois de construction, isolation naturelle...) sont définis à partir du programme RENOV de négaWatt...

Vous pouvez télécharger le scénario "Afterres2050" sur le site www.solagro.org pour préparer les questions qui ne manqueront pas !

Au final, un beau travail de collaboration qui se poursuit.

Philippe Bertrand pour APROMER
www.apromer.fr

Coopération métropolitaine

Le projet de réforme territoriale concocté par le précédent gouvernement instituait des « métropoles » à partir de 500 000 habitants, avec un transfert important de compétences. C'est pour cela qu'au printemps 2010, des "grands élus" de Clermont Ferrand envisagèrent de positionner la capitale auvergnate dans cette course au label « métropole ». Pour atteindre le seuil d'habitants requis, il fallait additionner les pays du Grand Clermont et le pays de Vichy Auvergne. Au fil des débats sur cette réforme territoriale, ce nombre d'habitants n'a pas cessé de bouger...

Le nouveau gouvernement a repris ce projet de loi et la question des métropoles a évolué : seules trois métropoles auraient le label de métropoles européenne (Lille, Lyon, Marseille) et devraient être constituées des communautés métropolitaines. Clermont ne remplit pas les critères : 400 000 habitants, d'un seul tenant.

Pendant ce temps les élus des collectivités susceptibles de constituer une métropole, ont travaillé à ce que l'on appelle désormais la « coopération

métropolitaine » : les communautés de Clermont, Riom, Vichy, qui seront sans doute rejointes par Issoire et Thiers.

Le constat est fait aujourd'hui, que les individus ne vivent plus sur un seul territoire. On habite à Vichy et on travaille à Clermont, les Clermontois se rendent à l'Opéra de Vichy, les étudiants se déplacent entre Clermont, Riom et Vichy et vice versa... Pour les écologistes, cette aire métropolitaine existe et il est intéressant de construire une métropole d'usage pour améliorer le quotidien des habitants : les déplacements collectifs, le logement, l'accès aux services publics, l'emploi. C'est une bonne échelle pour entamer la transition écologique du territoire, pour construire une métropole de l'après pétrole. Il apparaît nécessaire de coordonner les politiques notamment en matière de mobilité. Les enjeux climatiques et énergétiques imposent de mener des politiques cohérentes, d'orienter les déplacements vers des modes alternatifs à la voiture. Offrir une billetterie unique et une information sur les transports en commun est indispensable. Pour cela il faut que les collectivité

tés travaillent ensemble. Il en est de même dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur, du sport, de la santé, de l'énergie ...

Cependant la vigilance doit être de mise : cette coopération métropolitaine ne doit pas devenir une machine à déséquilibrer le territoire, à assécher les pays riverains. En disant métropole, beaucoup d'élus non écologistes ne pensent qu'au gigantisme, qu'à la compétition, à la desserte Ligne Grande Vitesse avec les quartiers de gares transformés en bureaux, aux connexions aériennes, aux parcs technologiques, à des pôles de compétitivité mangeurs de terres agricoles particulièrement riches chez nous.

Cette question métropolitaine sera centrale lors de la campagne des prochaines municipales.

Anne Babian-Lhermet
Yves Reverseau

Retrouvez nous sur
<http://auvergne.eelv.fr/>

Puy-De-Dôme : la nouvelle secrétaire EELV



Hélène Pelletier a été élue secrétaire départementale au cours du Conseil départemental du 23 octobre dernier. Elle nous donne sa vision de l'action locale :

Les idées écologistes progressent mais les crises multiples montrent que l'urgence est là. Il ne s'agit pas de "verdir" notre système mais de créer des ruptures et de repenser l'économie, l'énergie, l'aménagement du territoire, les transports, l'école, l'agriculture, ... et, bien entendu, de donner la parole aux citoyens car la démocratie aussi est malade, la montée du FN est inquiétante.

Nous souhaitons mieux faire connaître l'action de nos élu(e)s et prévoyons l'organisation de conférences de presse pour qu'il(elle)s présentent leur travail. En projet, l'organisation de réunions décentralisées sur la transition de l'économie et une réflexion sur le projet de métropole avec pour priorité la solidarité entre territoires. L'engagement passe par notre mobilisation dans les collectifs ou comités, Incinération, Notre-Dame-Des-Landes, RESF, Palestine, Sortir du Nucléaire,...

Venez nombreux le 9 mars à Paris pour la chaîne anti-nucléaire et le 28 mars à la Maison du Peuple pour la présentation des alternatives au nucléaire, pétrole, ... et rejoignez-nous pour des actions ou en vue des prochaines échéances électorales, pour que l'écologie soit plus présente dans les collectivités.

retrouvez-nous aussi sur <http://puydedome.eelv.fr>

Vivisection : manifestation à Gannat

Un millier de manifestants venus de plusieurs pays d'Europe, ça ne passe pas inaperçu dans une petite ville de 6000 habitants comme GANNAT.

L'entreprise Harlan se fait très discrète à Gannat où elle emploie une trentaine de personnes et vend chaque année des milliers de chiens «de laboratoire». Les manifestants de la défense animale ont levé le voile qui dissimule les horribles pratiques subies par «les meilleurs amis de l'homme».

Pour tester les nouveaux médicaments, on torture ces bêtes pendant des semaines et des mois sans grande efficacité puisque, chaque année, des médicaments pourtant munis de l'Autorisation de mise sur le marché (AMM) s'avèrent dangereux, voire mortels, pour l'homme. Or, il existe aujourd'hui des méthodes alternatives (cellules souches humaines...) bien plus efficaces que les expériences sur les animaux. En effet, aucune espèce ne ressemble à une autre et telle molécule ayant un effet bénéfique sur la souris ou le chien s'avérera inefficace ou dangereuse chez l'homme.

Déjà interdits pour les cosmétiques, les tests sur les ani-



maux seront abandonnés un jour grâce à des manifestations pacifiques comme celle du 19 janvier qui a rassemblé 1000 participants à Gannat.

Eva Green

Contournement sud ouest de l'agglomération de Vichy

Europe Ecologie-Les Verts Pays de Vichy a pris acte de la décision du Tribunal Administratif du 31 10 12 annulant l'arrêté autorisant le contournement sud-ouest de Vichy au titre de la loi sur l'eau.

Il a fallu que les associations environnementales estent en justice pour faire respecter la loi. Ces lois de protections de l'environnement sont destinées à être respectées comme toutes les lois, et ce sont les humains qui souffrent des atteintes à l'environnement. Protéger la rivière Allier, c'est protéger les populations et les biens. En effet, l'accumulation d'ouvrages sur l'Allier augmente le risque de crues, et de nombreuses zones d'activité économiques sont situées en zones inondables. C'est l'économie locale qui verrait sa vulnérabilité augmenter. Protéger la rivière Allier, c'est protéger l'alimentation en eau potable pour les populations.

Il est regrettable que ce contournement sud ouest soit ralenti. Europe Ecologie-Les Verts a relayé auprès des élus du Conseil Général, à de nombreuses reprises, les alertes des associations environnementales, mais n'a pas été écouté.

Aujourd'hui ce sont les habitants des quartiers de l'agglomération traversés par les poids lourds qui sont lésés puisque les travaux accusent un retard considérable.

Ce contournement est une solution de court terme qui ne remplace pas, à l'échelle européenne, une politique de relance du fret ferroviaire, tandis que doit s'engager très rapidement la taxation du transport routier pour son impact sur l'environnement.

Anne Babian-Lhermet

Organisé à Clermont-Ferrand

les 4 et 5 avril avec la

FRANE,

Fédération de la Région Auvergne pour la nature

et

l'environnement,

le 37e congrès de FNE

abordera la question des

mobilités durables, des

outils pour sortir des

crises.

www.fne.asso.fr

Le Bassin Versant de la Dordogne classé par l'UNESCO en réserve Man and Biospher

La vallée de la Dordogne a été classée en Réserve Mondiale de Biosphère par l'UNESCO le 11 juillet 2012. Cette Réserve est la plus grande des onze de France (24000 km²) et la seule au monde construite autour d'un bassin hydrographique. Elle se donne pour principe fondateur la préservation du patrimoine fluvial, des ressources et son développement futur ; son action s'intéressera à la nature, à l'économie, à la culture, à l'éducation et à son devenir.

Ce label a été remis le 7 novembre 2012 à Bergerac au cours des IIe Etats Généraux de la Dordogne organisés par EPIDOR - Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne.

Lionel Roucan, représentant la Région Au-

vergne et les quatre Parcs Nationaux, est intervenu sur plusieurs points : penser la Dordogne en 2050, avoir une stratégie territoriale, une vision commune avec une batterie de moyens humains et financiers, dégager des tendances lourdes, protéger les zones humides, appliquer les schémas régionaux, aller vers des cohérences, avoir des porteurs de projets, des relais de motivation, il faut envisager la création d'un Etablissement public foncier. Personnellement, j'ai formulé une question sur les conséquences des lessivages des terres contaminées par l'exploitation des mines d'uranium de la Haute Dordogne, question qui a été enregistrée.

Claire TESTU-VIALANEIX

Pour une application forte et rapide de la taxe sur les transactions financières !

Communiqué de presse du 30 janvier 2013 de Danielle Auroi (groupe écologiste), présidente de la commission des affaires européennes, députée du Puy-de-Dôme

La commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, réunie hier, a donné un avis favorable à la coopération renforcée mise en place entre onze pays pour faire avancer une taxe sur les transactions financières à l'échelle européenne.

Indispensable pour privilégier l'économie réelle et endiguer l'économie casino responsable de tant de dégâts sociaux, cette taxe devrait permettre également de dégager des ressources nouvelles pour financer les projets à l'échelle européenne.

Dans sa communication, Danielle Auroi a rappelé que le contexte budgétaire actuel, qui invite à affecter le produit de la taxe à la résorption des déficits, ne devrait pas pour autant faire oublier l'historique de cette taxe et sa légitimité, et donc permettre qu'une part significative de cette taxe soit consacrée à l'aide au développement.

Reste à veiller à ce que les pays arrivent à s'entendre sur les modalités précises de cette taxe, qui, pour être la plus efficace possible, doit couper court à toute possibilité de contournement.

La commission a salué ce premier pas effectué par la coopération renforcée, espérant qu'il ouvrira la voie à une coopération à l'ensemble des pays de l'Union, puis à une taxe sur les transactions financières à l'échelle mondiale.



P.A.C. : la droite au Parlement européen sert la soupe à l'agro-industrie interpelliez vos députés européens !

Les députés européens suivront-ils les propositions de la commission Agriculture du Parlement européen lors du vote de la Politique Agricole Commune en mars prochain?

La commission Agriculture et Développement rural du Parlement européen (PE) vient de voter la réforme de la Politique agricole commune (PAC). Au lieu d'améliorer la proposition de la Commission européenne, elle a sabordé les mesures les plus importantes, celles soutenues par les citoyens qui se sont exprimés lors de la consultation publique organisée en juin 2010. Tous les eurodéputés Verts membres de cette commission ont voté contre les quatre rapports mis au vote.

José Bové, vice-président de la commission Agriculture du Parlement européen a estimé après le vote :

« Nous souhaitons une réforme de la PAC, or nous avons le maintien des avantages acquis. La mesure phare de la rotation des cultures proposée par le groupe des Verts/ALE a été balayée d'un revers de main. C'était pourtant le seul moyen de rompre avec l'agriculture industrielle, de réduire l'utilisation des pesticides et de stopper la dégradation des sols. Elle aurait permis de réduire les importations de soja d'Amérique et de rééquilibrer l'ensemble des échanges agricoles sur la planète. Elle est remplacée par des mesurette soit disant vertes, qui n'auront aucun impact réel et bénéfique pour l'environnement. Qui plus est, les Etats membres pourront choisir les mesures les moins contraignantes. L'industrie des pesticides et des engrais de synthèse peut sabrer le champagne.

L'enveloppe du développement rural va être réduite drastiquement. Ce sont les aides pour l'installation, le soutien à

des projets collectifs, l'aménagement des zones rurales qui sont sacrifiées. Dans le même temps, l'argent public permettra de cofinancer des assurances privées pour soutenir les plus gros producteurs en cas de chute des cours. On croit rêver.

Mais la goutte qui fait déborder le vase c'est la mise en place d'un soi-disant plafonnement des aides. Les grandes exploitations, en particulier céréalières, dont la rentabilité est dopée depuis 5 ans par des cours mondiaux particulièrement élevés, vont encaisser une gratification qui peut aller jusqu'à 300 000 euros. La proposition du Groupe des Verts/ALE d'abaisser ce seuil à 100 000 euros n'aurait affecté que 30 000 exploitations en Europe alors qu'il y a 13 millions de paysans. Cette proposition aurait permis de récupérer près de 7 milliards d'euros qui auraient ensuite pu être utilisés afin de soutenir l'agriculture familiale, développer et renforcer d'autres politiques européennes comme la formation des jeunes, l'aide aux plus démunis, la lutte contre le réchauffement climatique.

Le maintien de cette aide de 300 000 euros en plénière serait une injure faite par les députés à tous les Européens et les Européennes frappés par le chômage, et par les mesures drastiques d'austérité. J'espère que mes collègues des autres commissions parlementaires, moins soumis au lobby de l'agro-business, auront un sursaut de conscience et imposeront un plafonnement à 100 000 €. Sur ce point, je demanderai un vote par appel nominal pour que chaque électeur sache qui défend quoi au Parlement européen. »

« Quelle forêt pour nos enfants ? »

Service public menacé - Patrimoine naturel abandonné

Tel est le credo des syndicalistes (1) de l'Office National des Forêts qui mènent campagne pour alerter la population. Depuis une vingtaine d'années, l'État se désengage dans le financement de la partie «services» des missions qui sont confiées à l'ONF. Pour équilibrer son budget, la direction de l'ONF répond en détruisant des emplois, augmentant les quantités de bois exploités, sans se soucier du bon renouvellement des forêts et en négligeant les autres missions de service public, que sont la surveillance, la police, l'accueil du public, la préservation de la biodiversité;

En l'espace de 25 ans, l'ONF a déjà supprimé 40% de ses effectifs et s'apprête à supprimer 700 postes d'ici 2016 soit 7% de ses effectifs actuels.

C'est le démantèlement de l'ONF qui est au bout de cette logique avec l'abandon de la gestion durable et multifonctionnelle de nos forêts publiques.

Dominique Dumazel

28 suicides parmi le personnel de 2005 à 2012

Nombre de tâches sont priorisées sur la seule valeur financière qu'elle représente et non sur la qualité de gestion multifonctionnelle des milieux naturels.

58% du personnel déclare devoir protéger la forêt contre l'ONF et se mettent implicitement dans des situations paradoxales d'œuvrer contre leur employeur (conflit éthique)

La dérive marchande de l'ONF, le délitement progressif du service public, les suppressions ininterrompues de postes sont imposés avec une organisation spécialisée, délétère du travail qui passe par un management déshumanisé. La volonté de financiariser, normaliser le travail dans un milieu naturel est un non-sens. Les milieux naturels nécessitent une approche pluridisciplinaire et ne saurait rentrer dans un catalogue de prestations comme dans l'industrie. Aucune autre entreprise, aucun autre bureau d'études ne l'a fait. Cette mutation forcée et contre nature ne peut générer que souffrance au travail, d'une ampleur inégalée à l'ONF.

snupfen.org



Les slogans issus du Grenelle de l'environnement, tel que «produire plus tout en préservant la biodiversité», démontrent leur caractère de poudre aux yeux.

La remise en cause des chartes des **parcs naturels** est du même acabit. Le premier parc, la Vanoise, doit faire face aux demandes insistantes de nouveaux permis de construire des communes dans la zone cœur, censée être sanctuarisée.(2)

Sans parler du permis d'exploiter une mine d'or en Guyane délivré par Arnaud Montebourg, pendant que le président recevait à l'Élysée le chef Raoni, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation en faveur de la préservation de la forêt amazonienne et du respect des peuples qui y vivent.

Bois énergie

Le bois énergie est intéressant, mais à certaines conditions. Il faut avant tout savoir que l'on peut classer le système utilisant le bois énergie en trois catégories :

- le chauffage domestique qui fonctionne à partir de bûches, de plaquettes de bois ou de granules que ce soit des poêle, inserts ou chaudières. Ces systèmes sont de plus en plus performants et de moins en moins polluants, ils utilisent de petites quantités de bois (jusqu'à 60 tonnes par an, pour une maison de surface déjà importante).

- Le chauffage en réseau de chaleur : à partir d'une chaudière importante, on distribue de la chaleur chez plusieurs utilisateurs. Système

très performant nécessitant de garder une autre source de production d'énergie. Ces réseaux utilisent plusieurs milliers de tonnes de bois par an (à 10 000 tonnes on a déjà un très beau réseau et pour des quantités supérieures, il vaut mieux faire deux réseaux)

- Les unités de cogénération : il s'agit de produire de l'électricité et d'utiliser la chaleur secondaire pour d'autres utilisations (séchage de bois ou d'autres matériaux, chauffage...). Ces unités utilisent de très grosses quantités de bois (plusieurs dizaines de milliers de tonnes, souvent plus de 100 000).

Si les deux premiers systèmes sont vertueux, à condition d'utiliser du bois local, le troisième pose plus de problèmes, car il devient impos-

sible d'utiliser du bois local, les rayons d'approvisionnement dépassent les 100 km. En plus, on transforme de la chaleur en électricité pour, souvent, retransformer cette électricité en chaleur... que de pertes en ligne ! Encore une fois, avec ce type de production on a tendance à confondre énergie et électricité !

Pour conclure, il faut savoir que le bois est une source d'énergie renouvelable, mais pas inépuisable. Le bilan carbone est nul après combustion du bois... à condition de maintenir l'état boisé (par plantation ou reboisement naturel). Il vaut donc mieux utiliser le bois dans la construction, c'est un de meilleurs isolants il fixe alors le carbone, et en brûler le moins possible. JLP

(1) Intersyndicale de l'ONF : CGT Forêt, EFA CGC, SNAF UNSA Forêt, SNUPFEN Solidaires

(2) pétition pour les parcs naturels : <http://www.mesopinions.com/petition/nature-environnement/parcs-nationaux-francais-danger/9340>



**Chaîne humaine : voir en page 2
les départs groupés depuis l'Auvergne**

L'association Urgence Climatique Urgence Sociale organise son 3ème forum consacré à la création d'une monnaie locale.

Une monnaie locale complémentaire en Auvergne, qu'est-elle ? pour quoi faire ?

à Beaumont vendredi 22 à 20h Maison des Beaumontais et samedi 23 mars 2013 de 10h à 20h à la salle des fêtes .

CUVÉE DE RÉSISTANCE À L'AÉROPORT de NOTRE-DAME-DES-LANDES

Le COMITÉ DE SOUTIEN de l'Allier créé pour soutenir les habitants et opposants au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, en partenariat avec les seuls vignerons bio de l'AOC Saint-Pourçain, Luc et Claudine TISSERAND, vous proposent une bouteille de vin rouge estampillée cuvée spéciale au prix de 6€ (carton de 6 bouteilles).

En dégustant cette cuvée, vous contribuez concrètement à aider celles et ceux qui se mobilisent sur place au quotidien.

Le prix de vente a été calculé au plus juste et de façon équitable pour le vigneron.

Le bénéfice de 1€ par bouteille étant reversé intégralement au collectif.

Reservez dès maintenant votre commande à retourner accompagné de votre règlement à : EARL CL TISSERAND – TERRES de ROA - 03500 MONETAY sur Allier - Tél : 04 70 42 09 43 - terres-de-roa@orange.fr

Le Comité de Soutien de l'Allier - nddlopposition03@gmail.com

Le Blog : www.nddlsoutien03.blogspot.fr

VERTS AUVERGNE
Journal trimestriel
du parti EUROPE ECOLOGIE
LES VERTS
Région AUVERGNE
11 rue des Deux Marchés
63000 Clermont-Ferrand
tél. 04 73 91 02 73

Février 2013
2 € N° 55

Disponible au Métro CLERMONT-FERRAND CTC

Journal trimestriel des Verts Auvergne
Tirage 2000 exemplaires
ISSN 1260934 X ; CPPAP 0114 P 11214
Abonnement : 7.20 € par an
Directeur de la Publication
Yves REVERSEAU
Directeur de la Rédaction
Gérard MATICHARD
Secrétaire de Rédaction
Dominique DUMAZEL

Contactez-nous :
auvergne@eelv.fr
<http://auvergne.eelv.fr>
ou envoyez le coupon ci-dessous à
EUROPE ECOLOGIE VERTS AUVERGNE
11 rue des Deux-Marchés
63000 CLERMONT-FERRAND

M.....
Adresse.....
.....
tél ou mail
désire
- s'abonner au journal des Verts Auvergne au prix de 7.20€/an
- adhérer au parti Europe Ecologie Les Verts
- Souhaite soutenir les EELV et fait un don de€ par chèque à l'ordre de l'association de financement d'EUROPE ECOLOGIE LES VERTS AUVERGNE